



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

agriculture

Question au Gouvernement n° 1463

Texte de la question

## NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

### DANS LE DOMAINE AGRICOLE

**M. le président.** La parole est à Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, pour le groupe UMP.

**Mme Nathalie Kosciusko-Morizet.** Mes chers collègues, ma question s'adresse à M. Hervé Gaymard, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales.

Monsieur le ministre, en mai, lors de la réunion informelle des ministres de l'agriculture de l'Union, qui s'est tenue en Irlande, vous avez exprimé une opposition très ferme à la ligne du commissaire Pascal Lamy dans les négociations avec le Mercosur et l'OMC. De fait, le commissaire Lamy semble chercher à obtenir à tout prix un résultat avant de quitter ses fonctions, fût-ce en sacrifiant des intérêts importants, en particulier dans le domaine agricole.

**M. Bernard Accoyer.** C'est scandaleux !

**Mme Nathalie Kosciusko-Morizet.** Par ailleurs, lors du sommet du G8 à Sea Island, les chefs d'État et de gouvernement ont marqué leur détermination à avancer rapidement, d'ici la fin juillet, pour régler les questions clés de cette négociation.

Monsieur le ministre, croyez-vous possible, dans ces conditions, de parvenir cet été à un accord équilibré ?  
*(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales.

**. Hervé Gaymard, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales.** En effet, madame la députée, dès le 11 mai, avec Nicolas Sarkozy, Michel Barnier et François Loos, nous avons pris position contre la tactique de la Commission européenne dans le cadre de la négociation OMC et Mercosur, qui consiste à se laisser effeuiller comme un artichaut en faisant sans cesse des concessions unilatérales.

**Mme Martine David.** C'est plutôt Raffarin qui s'est laissé effeuiller !

**M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales.** La semaine dernière, à Sea Island, la présidence américaine du G8 avait préparé un document par lequel l'Europe aurait dû éliminer tout de suite ses subventions aux exportations, tandis que les États-Unis ne s'engageaient sur rien : ni sur leur aide alimentaire - qui profite davantage aux fermiers américains qu'aux pays du Tiers-monde -, ni sur leurs subventions à l'exportation. Le Président de la République s'est opposé fermement à cette rédaction.

**M. François Hollande.** Bien sûr !

**M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales.** Nous avons obtenu gain de cause, et le commissaire Lamy s'est rallié à notre position. Ce que nous souhaitons donc, tant en ce qui concerne l'OMC que le Mercosur, c'est que l'Union européenne continue à adopter une tactique de fermeté. Selon nous, en effet, un accord équilibré implique que chacun fasse des concessions.

Une dernière chose, madame la députée. Dans ces négociations commerciales, on parle beaucoup de taux, on manie les milliards, on emploie de nombreux sigles, mais je crois que ce qui importe avant toute chose, c'est de nourrir les hommes dans un monde qui a faim et qui aura encore plus faim dans les trente ans qui viennent. Il faut produire pour nourrir l'humanité et ne pas céder à la démagogie ni aux fausses idéologies qui vont à

l'encontre du développement humain. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Nathalie Kosciusko-Morizet](#)

**Circonscription :** Essonne (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1463

**Rubrique :** Politiques communautaires

**Ministère interrogé :** agriculture, alimentation et pêche

**Ministère attributaire :** agriculture, alimentation et pêche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 17 juin 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 juin 2004